

AGROALIMENTARIA. N° 2. junio 1996

POUR UNE APPROCHE RENOUVELÉE ET INTÉGRÉE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Gérard Gherzi et Frédérie Martin¹
Département d'économie rurale. Université Laval, Québec, Canada.

1. INTRODUCTION

Avec une croissance démographique sans précédent, le monde se trouve condamné, en cette fin de siècle, à rechercher une meilleure sécurité alimentaire dans un contexte particulièrement difficile: accès inégal aux ressources renouvelables, à la richesse et au savoir, environnements fragilisés, forte urbanisation, contextes économiques et sociaux explosifs, systèmes de recherche et de transfert des connaissances à la recherche d'un souffle nouveau, etc. Même si l'ensemble des experts demeurent divisés sur l'avenir, tout le monde s'entend pour dire que la terre produit actuellement, et peut produire dans le futur, assez d'aliments pour nourrir correctement l'ensemble de la population mondiale. Et pourtant constat est clair: la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire brisent chaque jour la vie de plus de 800 millions d'hommes, de femmes et d'enfants et, malgré tous les progrès accomplis par la science, ce sont encore elles qui causent près d'uné fois sur trois la des enfants du Tiers Monde.

Quant à l'avenir, il est prévu, qu'à la fin du premier quart du XXI^{ème} siècle, la population du monde avoisinera les 8,5 milliards d'habitants, que près de 7 milliards d'entre eux vivront dans les pays les plus pauvres et que plus de la moitié habiteront les villes (ONU, 1995). Chaque consommateur devra se nourrir sur une superficie de production qui ne cesse de décliner, particulièrement dans les régions les plus pauvres et les plus peuplées.² Saurat-on, dans ce contexte, assurer une croissance de la production suffisante pour satisfaire les besoins alimentaires d'une population qui ne cesse de croître? Tout laisse à penser que la pauvreté, la malnutrition et la faim risquent d'augmenter rapidement au cours des prochaines années, en particulier en Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Asie du sud, si l'on n'y apporte des correctifs profonds aussi bien techniques, politiques qu'économiques en vue d'augmenter, -la -productivité des systèmes agro-alimentaires, d'améliorer le partage et d'assurer un plus grand respect de nos ressources (Pinstrup Andersen, 1995).

Face à ces défis considérables, la question de la sécurité alimentaire a attiré l'attention des chercheurs³ et commence à reprendre sa place dans les priorités des grands États

¹ Respectivement professeur titulaire et professeur agrégé au Département d'économie rurale et membres du Groupe de recherche agro-alimentaire (GRAAL) de l'Université Laval, Canada.

² Par exemple, en Asie, la surface agricole utile par habitant qui est aujourd'hui d'environ 0,15 hectare déclinera pour atteindre 0,09 hectare en 2025 (IFPRI, 1995).

³³ En témoignent par exemple les conférences consacrées à ce thème comme le colloque de l'Association Internationale d'Économie Alimentaire et Agro-industrielle de septembre 1994 à Cordoba (dont les principales communications ont fait l'objet d'un numéro spécial d'Econo"es et Sociétés #22 en 1995) et la rencontre organisée par l'IFPRI dans le cadre de son initiative 2020 en juin 1995 à Washington, D-C (IFPRI, 1995). Voir aussi la revue de littérature de Maxwell et Frankenberger(1992).

donateurs et dans la programmation de leurs agences d'aide, après une éclipse au cours des dernières années.⁴

Dans ce contexte, il nous est apparu utile de reprendre le texte que nous avons publié il y a maintenant huit ans sous le titre «Stratégies et politiques alimentaires: définitions et concepts-clés» (Ghersa et Martin, 1988), afin de l'actualiser en y incorporant quelques-unes des réflexions les plus marquantes qui ont jalonné, depuis cette première version, la pensée des chercheurs sur ce thème stratégique et en mettant l'accent sur la problématique de la sécurité alimentaire. L'article est structuré en trois parties: tout d'abord, un cadre conceptuel de la sécurité alimentaire est présenté; le puis les principaux apports à la problématique de la sécurité alimentaire sont discutés; enfin, une approche renouvelée et intégrée de la sécurité alimentaire est proposée.

II. CADRE CONCEPTUEL

Le concept de sécurité alimentaire est apparu vers le milieu des années 70 et a représenté une avancée théorique et empirique significative par rapport au concept répandu à l'époque d'autosuffisance alimentaire (Reutlinger, 1977, Couty et Franqueville, 1986, Sarris, 1992). L'autosuffisance se définit habituellement comme la capacité d'un pays ou d'une région à satisfaire ses besoins alimentaires à partir de sa propre production, alors que la sécurité alimentaire a été définie par Valdés et Siamwalla (1981) comme «la capacité des pays déficitaires au niveau alimentaire, ou de régions dans ces pays, à satisfaire des niveaux de consommation-cible année après année».

De ces définitions, il ressort que le concept de sécurité alimentaire est plus large que celui d'autosuffisance alimentaire puisque les besoins alimentaires peuvent être satisfaits à partir de différentes combinaisons de production nationale et d'importations. La sécurité alimentaire reconnaît ainsi le rôle que peut jouer le commerce comme mécanisme compensateur des variations dans la production nationale au sein de l'approvisionnement alimentaire. Elle permet aussi de considérer les avantages comparés dans les arbitrages entre production nationale ou commerce, dans le sens où elle privilégie la satisfaction des besoins alimentaires des consommateurs au moindre coût. Enfin elle permet de dépasser l'opposition simpliste entre cultures de rente et cultures vivrières dans la mesure où les deux types de cultures peuvent contribuer à la sécurité alimentaire (Raymond, 1989, Raymond et Fok, 1995).

Cependant, la préférence pour le concept de sécurité alimentaire ne signifie pas que la notion d'autosuffisance alimentaire soit à écarter totalement. Au niveau national, la sécurité alimentaire suppose en général un taux élevé d'autosuffisance alimentaire global. Au niveau des ménages ruraux, qui représentent encore une part importante de la population dans de

⁴Ainsi la FAO a tenu un Symposium à l'occasion du 50e anniversaire de la FAO sur ce thème à Québec en octobre 1995 et en novembre 1996 se tiendra à Rome la Conférence mondiale sur l'alimentation qui réunira l'ensemble des chefs d'États de plupart des pays membres de la FAO.

nombreux pays en développement, la plupart sont à la fois producteurs et consommateurs, et leur sécurité alimentaire passe par une augmentation de leur production, soit pour leur auto-consommation, soit pour la vente sur le marché.

La sécurité alimentaire prend aussi en compte les risques des différentes sources d'approvisionnement qui peuvent fluctuer dans le temps. Ainsi un pays doit prendre en compte aussi bien les variations dans les prix mondiaux et les incertitudes dans l'approvisionnement sur les marchés mondiaux, que les variations dans les niveaux de production nationale pour des raisons climatiques ou économiques.

Enfin, la sécurité alimentaire introduit explicitement la dimension temporelle dans le choix d'une stratégie alimentaire. Un pays peut faire face à une insécurité alimentaire transitoire, problème de court terme, comme par exemple pendant la période de soudure ou encore suite à une récolte particulièrement mauvaise. Il peut aussi faire face à une insécurité alimentaire chronique, problème de long terme, tel qu'une situation de sécheresse récurrente ou encore lorsqu'une grande partie de la population est pauvre.

Le concept de sécurité alimentaire a évolué au cours des années 80 dans deux directions. Premièrement ce concept a été progressivement appliqué à des entités démographiques de plus en plus désagrégées: du pays à la région, puis au ménage et enfin à l'intérieur du ménage même. Cette évolution du macro au micro-micro s'explique par le fait que la sécurité alimentaire, à un niveau donné ne garantit en aucune manière la sécurité alimentaire à un niveau plus désagrégé. Deuxièmement un accent de plus en plus important a été mis dans les années 80 sur l'accès à l'alimentation, ce qui implique un pouvoir d'achat et donc des emplois créateurs de revenus, au détriment de la disponibilité des aliments qui était le principal critère considéré dans les années 70. Aujourd'hui la plupart des chercheurs comme des praticiens sont d'accord pour un juste milieu où la disponibilité des aliments et l'accès aux aliments sont jugés aussi importants (Pinstrup-Andersen et Pandya-Lorch, 1995). Actuellement le concept de sécurité alimentaire est donc abordé selon différentes perspectives que l'on retrouve dans les tableaux 1 à 3. Ces tableaux présentent les facteurs à considérer dans une stratégie de sécurité alimentaire, regroupés selon leur horizon temporel et leur niveau. Il ressort clairement que la sécurité alimentaire peut être abordée de plusieurs manières. Cependant on retrouve presque toujours les quatre composantes clés identifiées par Maxwell et Frankenberger (1992) et Maxwell (1994), soit: 1) une alimentation suffisante pour que la population considérée mène une vie active et en santé, telle que celle-ci se définit localement; 2) l'accès à cette alimentation, principalement par la production ou par l'achat et secondairement par l'aide alimentaire; 3) la réduction du risque et de la vulnérabilité au risque de perte des moyens d'existence et 4) la nécessité de considérer le court, le moyen et le long termes.

TABLEAU 1 FACTEURS À CONSIDÉRER DANS LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU MACRO (PERSPECTIVE NATIONALE ET INTERSECTORIELLE)

Court terme (<1 an)	Moyen terme (1-5 ans)	Long terme (>5 ans)
<p><i>Alerte précoce des crises alimentaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Inondations et sécheresses. • Pluies mal distribuées. • Hausse des prix des aliments. • Vente de détresse d'animaux. • Calcul des déficits alimentaires (besoins - disponibilités actuelles). <p><i>Gestion des crises alimentaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de stocks de sécurité. • Importations alimentaires supplémentaires. • Distribution d'aide (alimentaire et non-alimentaire) ciblée et contre travail. 	<p><i>Conditions macroéconomiques propices à la sécurité alimentaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance du revenu par habitant par catégorie socio-économique. • Niveau d'emplois élevé par catégorie socio-économique. • Stabilité des prix. • Taux de change d'équilibre pour éviter une surévaluation et permettre l'accès aux devises. <p><i>Équilibre intersectoriel pour ne pas pénaliser l'agriculture et le milieu rural</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Investissement (public et privé) dans l'agriculture et le milieu rural. • Contrôle de l'exode rural et de la croissance urbaine. • Incitation au développement de la transformation agro-alimentaire, source d'emplois et de revenus en diversifiant les activités et les risques. <p><i>Meilleure compréhension de l'impact des politiques gouvernementales en matière de sécurité alimentaire.</i></p>	<p><i>Paix civile et stabilité des politiques.</i></p> <p><i>Redistribution des richesses, entre autres de la terre, pour assurer un accès équitable aux ressources.</i></p> <p><i>Elaboration d'une stratégie alimentaire donnant une vision prospective de l'équilibre alimentaire (utilisations-disponibilités) et de l'équilibre nutritionnel (disponibilités - normes nutritionnelles).</i></p> <p><i>Côté offre</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités productives actuelles par région, culture et catégorie de producteurs. • Potentiel d'augmentation des superficies cultivées et du coefficient d'intensité culturale. • Potentiel d'augmentation des rendements par les progrès technologiques. • Implications pour la gestion durable des ressources naturelles. <p><i>Côté demande</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique et potentielle de contrôle. • Urbanisation et potentiel de contrôle. • Variations du revenu par catégorie socio-économique. • Habitudes alimentaires par catégories socio-économique.

Tableau 1

TABLEAU 2 FACTEURS À CONSIDÉRER DANS LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU MÉSO (PERSPECTIVE DES FILIÈRES ET DES MARCHÉS DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE)

Court terme (<1 an)	Moyen terme (1-5 ans)	Long terme (>5 ans)
<p><i>Libéralisation de la législation sur la commercialisation intérieure et extérieure des produits agroalimentaires</i></p> <p><i>Assurance de ne pas dépasser un prix maximum en jouant sur les stocks, les importations et l'aide alimentaire.</i></p>	<p><i>Réduction des coûts de transaction</i> formelles et informelles par la simplification des procédures commerciales, la standardisation des mesures et des normes de qualité et la lutte contre la corruption.</p> <p><i>Amélioration de l'information des agents</i> économiques sur les prix et les opportunités de vente et d'achat sur différents marchés.</p> <p><i>Amélioration de la concurrence en éliminant</i> les monopoles publics et privés non justifiés et en s'assurant du comportement concurrentiel des oligopoles.</p> <p><i>Libéralisation des prix pour qu'ils reflètent</i> les forces de l'offre et de la demande.</p> <p><i>Amélioration de l'accès au crédit des</i> producteurs agricoles, des commerçants et des PME de transformation agro-alimentaire.</p> <p><i>Meilleure compréhension 1) du fonctionnement</i> des filières et des marchés agro-alimentaires et du comportement de leurs acteurs et 2) de l'impact des programmes de sécurité alimentaire.</p>	<p><i>Amélioration des infrastructures de transport des</i> produits agro-alimentaires (routes, chemin de fer, ports) pour désenclaver les régions et diminuer le temps et le coût de transport par des projets publics intensifs en main-d'oeuvre.</p> <p><i>Amélioration des infrastructures de communications</i> (courrier, téléphone, fax, courrier électronique) pour faciliter la circulation de l'information et réduire les coûts de transaction.</p> <p><i>Investissement dans la recherche et la vulgarisation</i> pour développer et diffuser de nouvelles technologies de production et de transformation des produits agricoles.</p> <p><i>Accès à la base de connaissances mondiales via</i> le «réseautage» avec les institutions de recherche internationales (entre autres CGIAR) et d'autres pays.</p> <p><i>Investissement dans l'éducation primaire de toute la</i> population, dans l'éducation secondaire technique et dans l'enseignement supérieur selon les opportunités d'activités du pays.</p>

Tableau 2

TABLEAU 3 FACTEURS À CONSIDÉRER DANS LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU NIVEAU MICRO (PERSPECTIVE DES MÉNAGES RURAUX ET URBAINS)

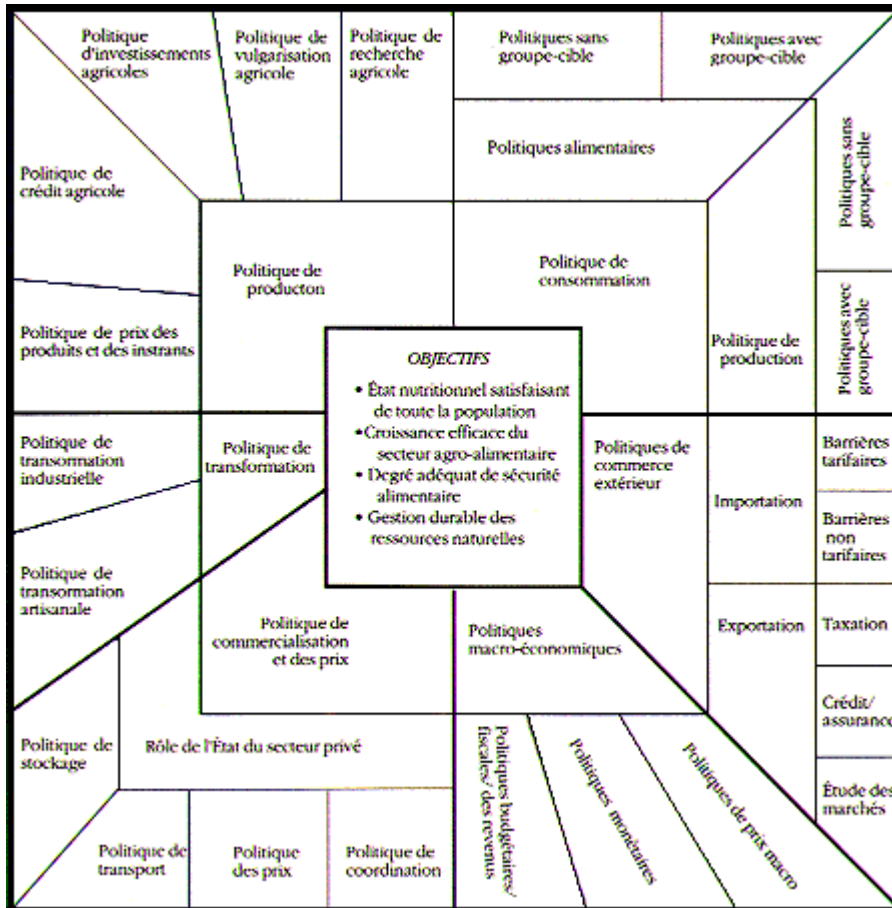
Court terme (<1 an)	Moyen terme (1-5 ans)	Long terme (>5 ans)
<p><i>Évaluation et suivi de l'état nutritionnel</i> actuel des ménages, en particulier des groupes à risque (jeunes enfants, femmes enceintes et allaitantes): par exemple indicateur de malnutrition actuelle des enfants comme le taux d'émaciation en les liant au contexte sanitaire (épidémies), climatique (période de soudure, sécheresse), économique (évolution des prix et du pouvoir d'achat, disponibilité des aliments sur le marché) et politique (guerre).</p> <p><i>Stratégies des ménages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de stocks alimentaires. • Achats supplémentaires d'aliments. • Changement de régime alimentaire. • Ajustement des cultures et du cheptel. • Modification de l'allocation des aliments à l'intérieur du ménage. 	<p><i>Évaluation et suivi de l'état nutritionnel et sanitaire</i> structurel des ménages, en particulier des groupes à risque (jeunes enfants, femmes enceintes et allaitantes): indicateur de malnutrition chronique des enfants comme le taux de retard de croissance, le taux d'anémie des ferres, le taux d'avitaminose A et le taux de goitre en les liant au contexte sanitaire (prévalence des maladies, accès à l'eau potable, disponibilité de services sanitaires et médicaux, pratiques sanitaires et médicales des ménages), sociocultures (répartition des rôles et des droits des hommes et des femmes, croyances et interdits, etc.) et économique (pauvreté, opportunités d'activités, contraintes des ressources, de technologie et de formation).</p> <p><i>Stratégies des ménages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de nourriture de famine. • Emprunt de grains à la famille. • Offre de main-d'oeuvre et migration temporaire d'une partie du ménage. • Vente de petits animaux. • Prêts en argent ou en nature de commerçants et d'usuriers. <p><i>Meilleure compréhension 1) de la situation</i> et du comportement des ménages et de leurs membres et 2) des projets de sécurité alimentaire.</p>	<p><i>Amélioration de l'accès aux infrastructures</i> socio-sanitaires et à l'eau potable et de la qualité des services offerts.</p> <p><i>Amélioration des connaissances agro-alimentaires</i> de la population, en particulier des filles et des pauvres.</p> <p><i>Prise en charge progressive par la communauté</i> du suivi et de certaines actions nutritionnelles et sanitaires.</p> <p><i>Stratégies des ménages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vente d'actifs productifs. • Hypothèque et vente de la terre. • Migration permanente.

Tableau 3

Il ressort aussi clairement des tableaux que la sécurité alimentaire est un concept multidisciplinaire qui inclut des dimensions techniques, économiques, sociales, culturelles et politiques. Sans prétendre être exhaustif, la sécurité alimentaire a été abordée par des agronomes, des ingénieurs en transformation des aliments, des médecins, des nutritionnistes, des économistes, des sociologues, des anthropologues, etc. Enfin, il est important de replacer le concept de sécurité alimentaire dans le concept plus large de stratégie alimentaire, elle-même partie d'une stratégie de développement socio-économique. La figure 1 rappelle les principales composantes d'une stratégie alimentaire, incluant des objectifs et des politiques sectorielles et macroéconomiques (à partir de Ghersi et Martin, 1988). La sécurité alimentaire n'est pas une fin en soi, mais plutôt un objectif intermédiaire pour l'amélioration de l'état nutritionnel de la population concernée (Kracht, 1995). Si important soit-il, cet objectif nutritionnel doit, si on veut être réaliste, être remis dans un contexte où l'entité démographique (le pays comme le ménage) poursuit d'autres objectifs. Certains objectifs sont liés et complémentaires à l'objectif nutritionnel comme la santé. Mais d'autres objectifs des pays ou des ménages sont plutôt concurrentiels, ne serait-ce qu'en termes de compétition pour des budgets limités.⁵

⁵ Par exemple, au niveau du ménage, la satisfaction des obligations sociales comme les mariages ou les funérailles, le désir de posséder des biens de consommation comme une télévision, un vélomoteur ou des vêtements. L'arbitrage final dépendra de la distribution des pouvoirs entre les membres du ménage, en particulier entre les hommes et les femmes.

FIGURE 1: PRINCIPALES COMPOSANTES D'UNE STRATÉGIE ALIMENTAIRE



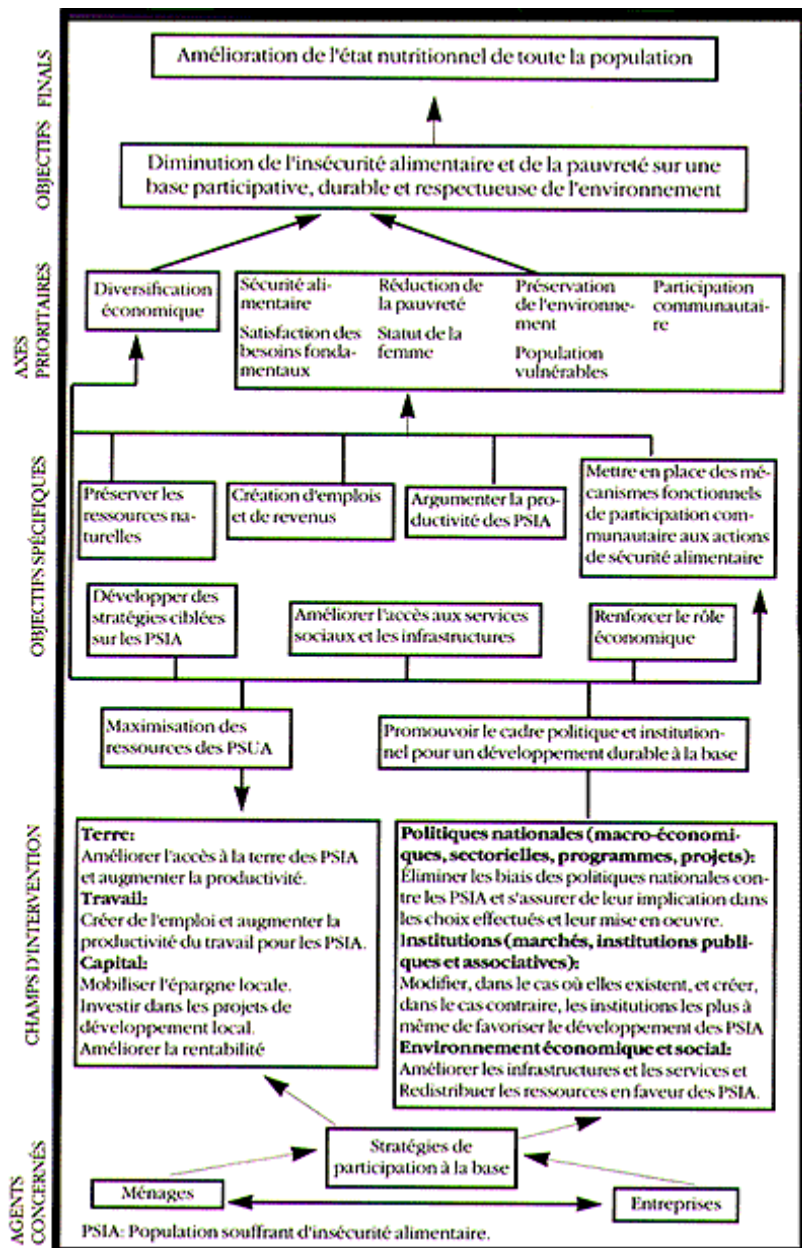
III. RÉCENTS APPORTS À LA PROBLÉMATIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Depuis 1989, le profil géopolitique du monde s'est considérablement modifié. Société civile, démocratie et participation, efficacité, pauvreté et équité, concertation et maillage, ajustement structurel, transformation de l'économie et urbanisation, autant de concepts qui ont été à l'ordre du jour des politiques de développement au cours des dernières années et qui ont des impacts importants pour la sécurité alimentaire. Nous retiendrons ici quelques idées force qui se dégagent des débats récents.

A.- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, PARTICIPATION ET SOCIÉTÉ CIVILE

Le point de départ de cette démarche, qui repose sur l'établissement d'une stratégie pensée par les populations à la base, en vue d'améliorer leur niveau de revenu et de satisfaction de leurs besoins fondamentaux, en particulier alimentaires, pourrait se schématiser par le modèle décrit à la figure 2. Elle vise l'établissement de stratégies et la mise en place d'actions de développement orientées vers la réduction de l'insécurité alimentaire, sur une base participative et respectueuse de l'environnement.

FIGURE 2. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE. PARTICIPATION ET SOCIÉTÉ CIVILE



Les axes d'approche de ces interventions visent à maximiser l'apport des populations souffrant d'insécurité alimentaire, à la croissance économique et à l'exploitation des ressources dont elles disposent. Elles touchent donc aussi bien la formation et l'implication des populations concernées, qu'une meilleure participation de la terre, du capital, du travail et des savoir-faire sur la base de modèles qu'il reste à promouvoir et à inventer. Cette dynamique doit s'appuyer sur la mise en place de mécanismes de concertation, l'élaboration de stratégies participatives, la conception de politiques qui rendent possible l'émergence de tels projets et qui en supportent la conduite sur une base participative.

L'impact sur la sécurité alimentaire et sur le développement global d'une telle démarche devrait être particulièrement sensible par le jeu des marges de progrès ainsi dégagées dans des secteurs d'activités économiques (agriculture et secteur informel) où ces dernières peuvent être importantes et peu coûteuses à promouvoir.

B.- SECURITÉ ALIMENTAIRE, EFFICACITÉ ET ÉQUITÉ

Améliorer la sécurité alimentaire, c'est bien sûr produire plus et à meilleur coût, dans le respect de l'environnement, mais c'est aussi mieux partager les aliments disponibles et les rendre accessibles en tout temps à chaque consommateur. Cette réflexion sur les progrès de productivité et la recherche d'une meilleure efficacité économique de l'ensemble des acteurs impliqués dans la production des aliments est plus que jamais à l'ordre du jour, dans la mesure où la sécurité alimentaire dépend essentiellement de la performance des systèmes agro-alimentaires et des économies globales (Griffon, 1994). L'amélioration de leur performance suppose l'émergence et le renforcement de la compétitivité d'un nombre croissant d'entreprises, pour la plupart familiales ou artisanales, de faible taille et appartenant souvent au secteur informel ainsi que la coordination efficace de l'ensemble des acteurs impliqués dans les opérations de production, de transformation et de mise en marché des produits agro-alimentaires. Chaque niveau des filières agro-alimentaires recèle des potentiels de productivité qu'il est important de valoriser si l'on désire améliorer la sécurité alimentaire. ⁶C'est à ces niveaux que les stratégies de recherche et de développement, d'appui aux entreprises, et de gestion-transfert des savoirs doivent être profondément repensées dans le contexte de sociétés qui se libéralisent et dans lesquelles l'État cède peu à peu la place au secteur privé.

La recherche de cette performance technico-économique ne doit cependant pas faire oublier le partage des fruits qui en sont nés et qui s'opère par le jeu de la formation des prix des produits, des intrants, mais aussi par celui de la rémunération du capital et du travail à chaque étape des processus de production-transformation-distribution des aliments. Selon l'évolution des rapports de prix des produits et des facteurs, les sous-secteurs de l'agro-alimentaire transféreront les gains de productivité ainsi mobilisés en partie entre eux et en partie avec le reste de l'économie. Le consommateur final bénéficiera quant à lui d'une part variable des gains de productivité réalisés le long de la chaîne, qui lui parviendront sous la forme de prix plus bas pour les produits qu'il consomme. Il en résulte que les novateurs qui sont à l'origine des gains de productivité n'en sont pas nécessairement les bénéficiaires : tout dépend du jeu des prix, lequel dépend lui-même de la conjoncture et de la structure socio-économique des marchés. Il est donc fondamental de lier la recherche de la performance des systèmes agro-alimentaires au partage des surplus qui en naissent, de façon à promouvoir la dynamique et le progrès de l'ensemble des partenaires impliqués dans la production et dans la distribution des aliments, tout en s'assurant que les

⁶ On peut mesurer ces potentiels par exemple à l'aide de la méthode des comptes de surplus de productivité (c'est à dire la part de l'augmentation d'intrants) le long des filières agro-alimentaire et le partage qui en a été fait entre les différents acteurs impliqués dans ces processus sous forme de variation de prix et de rémunération des facteurs.

consommateurs situés en bout de piste puissent s'alimenter dans de bonnes conditions et aux prix les plus bas.

C.- SECURITÉ ALIMENTAIRE, CONCERTATION ET MAILLAGE

Cette volonté d'amélioration de la sécurité alimentaire, qui doit presque exclusivement s'appuyer sur la société civile, diverge profondément avec l'approche centralisée et centrée sur le rôle de l'État que nous avons connue au cours des dernières années. Elle exige l'adoption d'une nouvelle démarche dont les caractéristiques peuvent être résumées ainsi:

- Cette démarche part d'une concertation de l'ensemble des partenaires impliqués à différents niveaux des filières agro-alimentaires. La mise en place de ce processus de concertation constitue la première étape de la démarche, mais cette concertation doit se poursuivre tout au long du processus (tables de concertation par filières).
- Toute action entreprise dans le cadre de cette démarche part de cette concertation et demeure centrée sur les bénéficiaires (développement à la base).
- Elle vise à renforcer les capacités de gestion, d'organisation et la performance technique-économique et commerciale des bénéficiaires (création et gestion des entreprises, organisation des filières et des marchés).
- Elle s'applique à un ensemble d'agents travaillant sur des produits relativement homogènes, et elle considère toutes les étapes des processus de «production-transformation-mise en marché et les différents niveaux d'approvisionnement (approche filière).
- Elle contribue à augmenter la performance de ces acteurs, mais aussi celle de l'ensemble des marchés et l'efficacité tout au long des filières considérées (performance des marchés et des filières).
- Elle permet enfin une meilleure répartition des résultats économiques engendrés par ces efforts, entre les différents partenaires œuvrant aux différents niveaux de ces filières (formation des prix et répartition des gains de productivité).

Cette approche exige le «maillage» de quatre grands groupes d'acteurs œuvrant à quatre niveaux distincts d'opérations au sein des systèmes agro-alimentaires en vue de mieux coordonner leurs stratégies et leurs comportements. Le premier niveau est celui de la société civile qui regroupe l'ensemble des acteurs qui remplissent des activités de production, de transformation et de commercialisation de biens et services agro-alimentaires. Ces activités sont très variables et souvent complémentaires. Elles mettent aussi en cause des acteurs très divers allant des petites entreprises familiales, aux grandes firmes intégrées et multinationales, en passant par les organismes professionnels, les regroupements coopératifs, etc.

Le second est celui des Institutions de Formation et des Centres de Recherche (IFCR). Ces institutions constituent des espaces de savoir et d'accumulation, d'observation et d'analyse des sociétés, de vision et de réflexion sur le futur, de formation et de diffusion des connaissances, de débats, d'échanges, mais aussi de rapprochement. Il est important que ces IFCR deviennent de plus en plus des lieux au sein desquels se retrouvent l'ensemble des acteurs économiques, en vue de communiquer, de procéder à des arbitrages et de définir des stratégies convergentes de développement. Le troisième niveau regroupe toutes les organisations gouvernementales et paragonnementales. Ces acteurs voient aujourd'hui

leurs moyens et leurs mandats évoluer et doivent eux aussi s'adapter à des changements profonds : meilleures performances, désengagement, relocalisation dans des secteurs et des activités plus stratégiques, nouvelles formes de relations avec les partenaires, etc. Enfin le quatrième est celui des acteurs supranationaux. Il regroupe les organisations régionales, les organismes internationaux et les bailleurs de fonds.

D.- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AJUSTEMENT STRUCTUREL

L'ajustement structurel est devenu au courant des années 80 la politique économique dominante de la majorité des pays en développement. L'objectif des programmes d'ajustement structurel est d'assainir les bases de l'économie et de fournir un environnement économique propice à la croissance aux niveaux macro, meso et micro (Banque mondiale, 1994). Il s'agit de réallouer les ressources vers les secteurs qui possèdent des avantages comparés et de renforcer la capacité de l'économie à s'adapter à des chocs internes et externes. L'ajustement structurel concerne deux domaines majeurs de l'activité économique qui peuvent avoir un grand impact sur la sécurité alimentaire: les institutions et les prix. Tout d'abord, l'ajustement structurel implique de redéfinir les rôles et les relations entre les trois principaux types d'institutions économiques: soit le marché, l'Etat et les organisations associatives (comme les coopératives et les ONG). Dans la plupart des pays en développement, ceci s'est traduit par une réduction du rôle de l'Etat dans la fourniture directe de biens et services au profit des deux autres types d'institutions. Ensuite, l'ajustement structurel a entraîné une révision des mécanismes de formation des prix pour que ceux-ci reflètent plus le coût d'opportunité.⁷

L'impact de ces réformes majeures de la structure et du fonctionnement de l'économie sur la sécurité alimentaire n'est pas évident à établir de manière claire⁸ et milite en faveur d'une approche empirique prudente. Cependant on peut dégager quelques grandes leçons des quinze dernières années d'ajustement structurel. Tout d'abord, cet ajustement structurel doit se concevoir dans le cadre d'une stratégie plus large de développement socio-économique à long terme dont un objectif clé est la sécurité alimentaire. L'ajustement n'est pas un objectif en soi, mais un préalable incontournable au processus de développement (Griffon, 1990).

Ensuite, les politiques d'ajustement ont souvent sous-estimé les contraintes structurelles, entre autres les échecs ou l'absence de marchés, en particulier d'intrants et de facteurs de production. Par exemple, pour que les producteurs agricoles puissent répondre à

⁷ Ceci entraîne un rapprochement des prix observés vers les prix économiques, c'est-à-dire les prix mondiaux pour les biens échangeables et les prix déterminés par les forces de l'offre et de la demande sur le marché intérieur pour les biens non échangeables. Les prix macro comme le taux de change et le taux d'intérêt doivent également se rapprocher de leur niveau d'équilibre (Martin et al. 1995)

⁸ Premièrement chaque pays est un cas spécifique avec des impacts différents de programmes d'ajustement structurel qui ont eux même évolué dans le temps pour faire une plus grande place à la lutte contre la pauvreté. Deuxièmement, il est difficile de séparer les effets d'ajustement structurel des autres variables influençant la sécurité alimentaire comme les effets d'une sécheresse ou d'une chute des prix mondiaux. Troisièmement, la seule comparaison théoriquement valable implique de mesurer la situation sans ajustement structurel et avec ajustement structurel, ce qui est impossible en pratique. Quatrièmement, il est possible que les programmes d'ajustement structurel n'aient pas vraiment été appliqués dans certains cas ou seulement partiellement. Enfin, la période d'analyse n'est pas toujours assez longue pour pouvoir se prononcer.

des hausses de prix de leurs produits, il faut d'abord lever toute une série de contraintes institutionnelles d'accès au crédit et au marché. De plus, tous les producteurs ne sont pas dans le même cas. Si une hausse de prix peut bénéficier à un producteur excédentaire, elle peut aussi pénaliser un producteur déficitaire net, c'est-à-dire qui achète plus sur le marché qu'il ne vend.

L'ajustement structurel a également divers impacts dans le temps sur des groupes différents d'acteurs économiques. A court terme, il implique en général des coupures dans les services publics, ce qui a souvent des impacts négatifs sur la santé ou le suivi nutritionnel. De plus les coupures de subventions ou encore les dévaluations pénalisent les consommateurs urbains dans leur pouvoir d'achat, et les producteurs agricoles et les entrepreneurs dans leurs achats d'intrants. Par contre, à moyen terme, on peut penser que les producteurs agricoles et les entrepreneurs qui peuvent augmenter leur production pour la vente, surtout de produits exportables, verront leurs revenus augmenter suite aux meilleurs prix qui leur sont payés. L'Etat aminci fera moins, mais le ferait mieux et devrait laisser une plus grande liberté aux agents économiques pour saisir les opportunités de marché et aux communautés pour mieux participer à la gestion des services publics comme la santé, la nutrition, l'eau potable ou la vulgarisation agricole. De manière globale, le bien-être de la majorité des acteurs économiques, incluant leur pouvoir d'achat et leur sécurité alimentaire, devrait augmenter suite à une meilleure allocation de ressources tant à la production qu'à la transformation, la commercialisation ou à la consommation. Au total on voit que l'ordre et la vitesse de mise en place des réformes sont donc des facteurs ayant un impact très important sur la sécurité alimentaire (Martin, 1994).

E. - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE ET URBANISATION

Il est important de ne pas limiter la problématique de la sécurité alimentaire à un contexte agricole ou rural et de la replacer dans le contexte de la transformation de l'économie et de l'urbanisation. Par transformation de l'économie, on entend le déclin de l'importance relative de l'agriculture comme source d'emploi et de revenu dans l'économie et la croissance de la composante non agricole du système agro-alimentaire (Malassis et Ghersi, 1996, Staatz et al.1993).⁹ Cette évolution s'accompagne d'une transformation à l'intérieur même du secteur agricole dont les entreprises, initialement très diversifiées et orientées vers l'auto-subsistance, se spécialisent de plus en plus en s'orientant vers le marché (Seckler, 1993).

On assiste aussi à un processus d'urbanisation rapide de la population dans les pays en développement. Dans un horizon à moyen terme, la majorité de la population de ces pays vivra en milieu urbain (IFPRI, 1995). Ce phénomène d'urbanisation est bien sûr lié de manière étroite au processus de transformation de l'économie, l'agriculture dégageant des ressources humaines qui migrent vers la ville, à la recherche d'un emploi dans un autre secteur, l'industrie ou les services (Lewis, 1954, Fei et Ranis, 1964).¹⁰

⁹ Ce transfert net de ressources de l'agriculture vers les autres secteurs de l'économie dans le long terme s'explique entre autres par la loi d'Engel, les gains résultant de la spécialisation et des échanges et les augmentations de la productivité agricole (Chenery, 1979, Kuznets 1964 et Timmer, 1990)

¹⁰ L'exode rural et l'urbanisation rapide des pays du Tiers Monde s'expliquent aussi par les mauvaises conditions de vie de milieux ruraux, souvent sacrifiés au bénéfice des villes par les politiques

Le processus de transformation structurelle de l'économie et le phénomène d'urbanisation rapide ont de grosses implications pour la sécurité alimentaire. Comment faire en sorte que 5% de la population nourrisse les 95% restant? Le premier défi est d'augmenter la productivité tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles. Le deuxième défi est d'améliorer l'efficacité du système de commercialisation des intrants et des produits agricoles, tant dans ses fonctions physiques de transport, de stockage et de transformation que dans ses fonctions institutionnelles de diffusion de l'information, de réduction des coûts de transaction, d'accès aux ressources (en particulier le capital) et de distribution du risque. Les marchés sont amenés à jouer un rôle fondamental dans l'articulation des préférences des consommateurs et la coordination verticale et horizontale des actions des acteurs des filières agro-alimentaires. Le troisième défi est de répondre aux demandes changeantes des populations urbaines dont les habitudes alimentaires évoluent vers des aliments plus faciles et rapides à préparer, des plats déjà préparés et le développement de la restauration. Dans ce contexte de nourriture de masse, les problèmes d'hygiène et de contamination des aliments, de standardisation et de normes de qualité deviennent cruciaux. Enfin, le quatrième défi est de veiller à l'équité dans la distribution des gains et des pertes qui accompagnent ces changements radicaux dans l'organisation de la société. Comment aider une partie des agriculteurs et des entreprises de transformation à devenir compétitifs ou à le rester? Comment aider l'autre partie à se reconvertir dans d'autres activités productives en milieu rural ou dans de petits centres urbains? Comment créer de l'emploi en milieu urbain pour éviter le développement des bidonvilles et ses corollaires (criminalité, prostitution, entassement des déchets urbains, malnutrition, maladies) et augmenter la demande solvable?

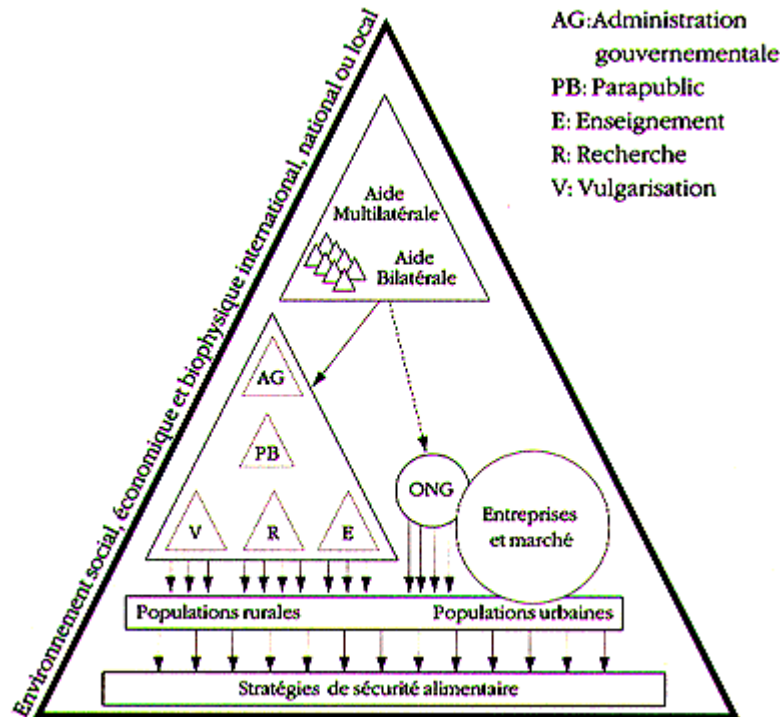
Pour répondre à ces défis, une approche rurale-urbaine intégrée de la sécurité alimentaire est nécessaire. Les relations entre le milieu rural et le milieu urbain sont au coeur du processus de développement, que ce soit en termes de flux d'intrants, de produits, de main-d'oeuvre, d'argent ou en termes de devises ou de marché (Kuznets, 1964, Mellor, 1973). On ne peut pas régler la sécurité alimentaire en milieu rural sans la contribution des villes et inversement la sécurité alimentaire des villes passe par un développement du milieu rural, même si ce dernier ne représente qu'une infime part de la population active.

IV. POUR UNE APPROCHE RENOUVELÉE ET INTÉGRÉE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les apports des dernières années à la problématique de la sécurité alimentaire débouchent sur un bouleversement dans la démarche et dans la dynamique par laquelle s'engagent et s'exécutent les stratégies de développement agro-alimentaire. Ces changements représentent le passage d'une «démarche pyramidale» (figure 3) à une «approche de type réseau» (figure 4) de la sécurité alimentaire.

gouvernementales. En général, c'est en ville que l'on retrouve les meilleurs services de santé, d'éducation et le meilleur accès aux biens de consommation. Surtout, c'est l'espérance d'un emploi qui pousse les ruraux à migrer vers la ville (Harris et Todaro, 1970).

FIGURE 3. L'APPROCHE PYRAMIDALE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



A. D'UNE DÉMARCHE PYRAMIDALE MAL COORDONNÉE ET FONCTIONNANT DE HAUT EN BAS...

La démarche traditionnelle (figure 3) fonctionne de façon pyramidale, c'est-à-dire du haut vers le bas et sans grande coordination. Le premier groupe d'intervenants est constitué de l'ensemble des agences publiques et parapubliques d'intervention, ainsi que les institutions d'enseignement, de recherche et de vulgarisation, qui y sont le plus souvent étroitement liées. Au sein même de ces institutions, les stratégies sont rarement coordonnées, peu conçues par les intéressés et décidées d'en haut. De plus, entre ces institutions, les liens stratégiques sont généralement faibles et les actions trop insuffisamment concertées et trop faiblement articulées autour de stratégies de développement agro-alimentaires définies collectivement.

Le deuxième ensemble d'acteurs regroupe les agences d'aide bilatérales et multilatérales. Il existe souvent des différences profondes entre les activités conduites dans le cadre de l'aide multilatérale et celles procédant d'activités conçues sur une base bilatérale, même si ces activités ont souvent la même origine de financement. Il existe aussi des divergences profondes d'intérêts, pour ne pas dire de la compétition, entre pays donateurs qui rendent difficile la coordination. Il faut noter cependant que des tables de concertation ont été mises en place dans de nombreux pays, qui réunissent les destinataires de l'aide (représentés le plus souvent par les gouvernements), les pays donateurs et les grandes agences

d'intervention multilatérales. Mais, malgré tous ces efforts, une concertation qui débouche sur une véritable coordination de l'aide au développement demeure l'exception.

À côté de ces sources d'intervention et de financement, on retrouve le marché (formel et informel), qui est intimement lié au monde de la production et de la consommation. C'est par lui que s'opère la plupart des ajustements entre l'offre et la demande des produits agro-alimentaires et des facteurs de production, pour la part marchande de l'économie, et que se fixent les prix. C'est aussi en fonction de lui que se déterminent les stratégies des entreprises et des ménages qui vont influencer directement le développement et la sécurité alimentaire.

Les ONG et les autres organisations associatives quant à elles agissent depuis longtemps en symbiose avec les populations concernées. Pour cette raison elles sont représentées dans la figure 3 sous une forme circulaire. Les efforts de concertation sont plus importants dans le domaine des ONG, mais beaucoup reste à faire dans ce domaine pour aboutir à une coordination plus grande et plus systématique de leurs activités.

Au bas de la figure, on retrouve les institutions de base (entreprises et ménages) à fort pourcentage rural. Ce sont elles qui prennent les décisions de production, de commercialisation et de consommation selon les signaux qu'elles reçoivent de leur environnement naturel et socio-économique. Ces informations et ces messages sont la plupart du temps mal coordonnés, voire contradictoires, et évoluent sans grande continuité dans le temps. Pourtant, des décisions prises individuellement par chaque acteur dépendra la qualité de l'ajustement et du développement agro-alimentaire.

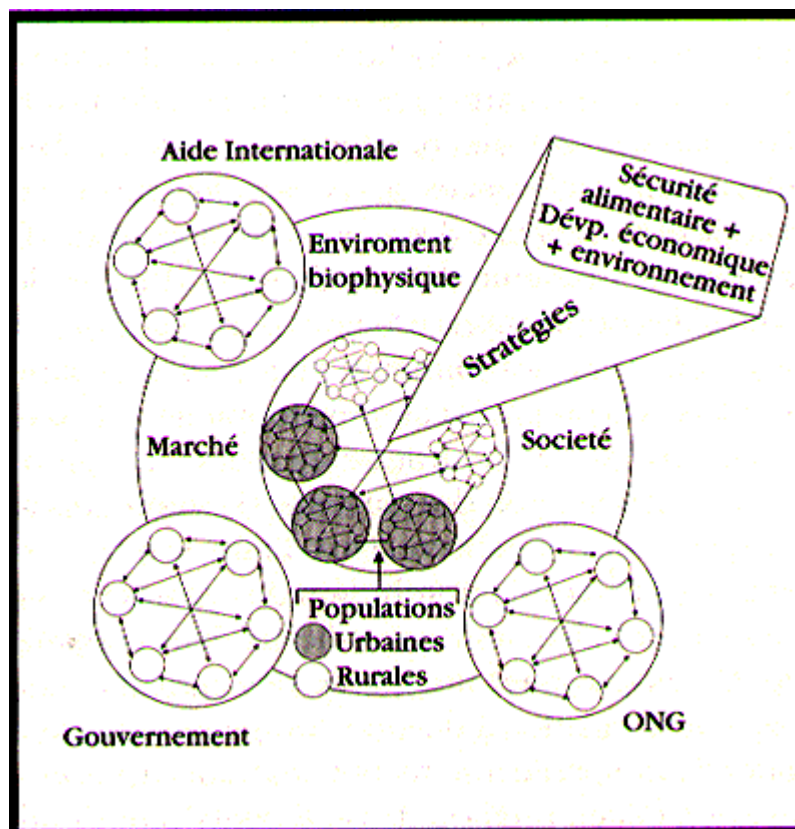
B.À UNE APPROCHE CIRCULAIRE, FONCTIONNANT EN RÉSEAU ET DIRECTEMENT CENTRÉE SUR LES DESTINATAIRES

Le premier changement important qu'impose cette nouvelle approche réside dans la mise en place de mécanismes de concertation et d'échange d'information, dans la recherche de consensus et dans l'établissement de partenariats entre l'ensemble des agents impliqués dans les systèmes agro-alimentaires. Cette nouvelle approche est illustrée dans la figure 4 par la forme circulaire et les liens de type réseau qui unissent l'ensemble des partenaires concernés par la sécurité alimentaire. Cette démarche touche en premier lieu l'organisation interne des grands acteurs. Elle suppose une meilleure coordination entre les administrations centrales et locales, la recherche, la formation et les services au milieu et une décentralisation des décisions. Elle impose également une meilleure concertation entre les aides bilatérales tout comme elle exige une meilleure coordination entre les aides bilatérales et multilatérales. Elle s'appuie enfin sur une meilleure coordination entre les différents secteurs d'activité.

La deuxième transformation fondamentale est la place centrale jouée par les populations destinataires. Ces dernières sont placées au milieu du schéma et les efforts de l'ensemble des acteurs interviennent en appui à leurs stratégies. L'intégration plus systématique du marché, de la société et de l'environnement à cette nouvelle démarche ajoute une autre différence importante entre les deux démarches. Dans le premier modèle, le marché et l'environnement exercent un rôle majeur dans les stratégies qui conditionnent la sécurité alimentaire. Mais ils sont encore très peu intégrés aux stratégies des institutions gouvernementales, de l'aide internationale et des ONG. Le passage d'une recherche de la sécurité alimentaire comme une fin en soi (démarche pyramidale), à une stratégie de

croissance économique qui contribue à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement via une approche réseau, constitue tout un défi qui est loin d'être évident dans une dynamique de marché traditionnelle.

FIGURE 4. L'APPROCHE RÉSEAU DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Un autre changement fondamental dans cette nouvelle démarche réside dans le respect et dans la valorisation de la diversité des situations, des savoirs et des stratégies des acteurs. Préserver cette éco-diversité conçue au sens large, c'est-à-dire en termes biologique, économique, social et culturel, doit être considérée comme une stratégie prioritaire en matière de sécurité alimentaire. Le centre de la figure 4 illustre ce point, en y représentant la diversité des stratégies de développement économiques et de sécurité alimentaire de l'ensemble des acteurs urbains et ruraux. Il est donc essentiel d'appuyer ces stratégies diversifiées et de s'assurer que la dynamique de ces dernières converge et renforce les stratégies régionales et nationales de développement à moyen et à long terme.

Le dernier changement important exprimé dans la figure concerne la place et le rôle joué par un État appelé à se désengager dans de nombreux secteurs et à se redéfinir en profondeur. Dans le contexte actuel, la privatisation et les forces du marché risquent fort de ravir à un État affaibli certaines des fonctions essentielles qu'il devrait continuer à exercer. C'est en effet lui qui demeure le responsable de la coordination des stratégies des différents

acteurs et des grands ajustements fondamentaux. C'est lui qui est chargé de la législation et de son application. C'est lui enfin qui doit s'assurer que les populations et les régions les plus défavorisées ne soient pas les exclus d'une croissance seulement réglée par les mécanismes de marché. Cependant, l'atteinte de ces objectifs passe par la promotion de la «bonne gouvernance», par plus de démocratie, par une formation supérieure et une meilleure éthique, par une meilleure information orientée vers la base (rôle de la recherche action), par une plus grande participation et par un plus grand respect des populations (État de droit). Il s'agit aussi d'accorder un rôle plus important et mieux reconnu à la société civile et à faciliter son développement et son organisation. Cette approche renouvelée de la sécurité alimentaire suppose une démarche multidisciplinaire. On assiste depuis quelques années à une domination regrettable de l'économie sur les autres sciences sociales et naturelles. Cette situation s'explique par les préoccupations à très courte vue des États avant tout préoccupés par les équilibres budgétaires, par le chômage, et par la recherche de la compétitivité. Il s'agit là bien sûr d'enjeux essentiels dans la mesure où ils sont source d'emplois et de revenus pour les populations, et qu'ils peuvent contribuer par ce biais à une meilleure sécurité alimentaire.

Ils présentent cependant le grand danger d'oublier d'autres valeurs sociales et culturelles tout aussi essentielles pour la sécurité alimentaire. Au niveau individuel d'abord, la course effrénée au profit pour les entreprises et à la consommation pour les ménages caractéristiques des pays industrialisés, de plus en plus imitée par les pays les plus pauvres, porte en elle les germes de la marginalisation croissante d'une partie importante de la population. Au niveau collectif ensuite, le besoin de toute société de se doter d'un projet de société qui crée les liens, l'esprit d'appartenance, et les synergies indispensables à son développement, ne peut être assuré par les seules interventions économiques. Dans ce contexte, il est urgent de redoubler d'efforts pour s'assurer d'une démarche pluridisciplinaire la plus à même d'intégrer les différents aspects liés au développement et aux stratégies alimentaires.

V. CONCLUSION

Enrichie par les apports des dernières années et abordée avec une approche réseau, la sécurité alimentaire apparaît de plus en plus comme un concept intégrateur. Cette intégration se fait d'abord de manière horizontale par une perspective coordonnée des activités de l'Etat, du secteur privé et des organisations associatives. Elle assure ensuite de manière verticale les liens micro-macro. Enfin la sécurité alimentaire incorpore la dimension temporelle en considérant les horizons à court, moyen et long termes.

C'est aussi un concept volontariste qui nécessite un projet de société dans lequel on reconnaît une place fondamentale au secteur agro-alimentaire dans le processus de développement, de par sa contribution à la satisfaction des besoins alimentaires et au développement socioéconomique, dans une perspective environnementale durable. En même temps, chaque stratégie de sécurité alimentaire doit être unique si elle veut correspondre aux besoins et aux valeurs de chaque société, ou de chaque groupe d'individus.

BIBLIOGRAPHIE

- BANQUE MONDIALE. 1994. L'ajustement structurel en Afrique: Réformes, résultats et chemin à parcourir, Washington, D.C.
- CHENERY, H. 1979. Structural Change and Development Policy. Oxford University Press for the World Bank, New-York.
- COUTY, Ph.; FRANQUEVILLE, A. Le coût de l'autosuffisance alimentaire. Débat. Lettre de Solagral 10: 5-9.
- FEI, J.C.; RANIS G. 1964. Development of the Labour Supply Economy: Theory and Policy. Irwin, Homewood, Illinois.
- GHERSI, G.; MARTIN, F. 1988. Stratégies et politiques alimentaires: Définitions et concepts-clé. Série Conférences 3, Centre Sahel, Université Laval, Québec, décembre.
- GRIFFON, M. 1990. «Les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest. Eléments d'analyse et de prospective». Communication au 19^{ième} séminaire européen des économistes agricoles du 29 mai - 2 juin 1989 à Montpellier, Agropolis /CIHEAM/INRA-ESR, Montpellier.
- GRIFFON, M. 1994. «Sécurité alimentaire. Le retour des débats. Courrier de la planète 25: 15-17.
- HARRIS, J.; TODARO M. 1970. «Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis ; American Economic Review 59: 138-48.
- IFPRI (1995) A 2020 Vision for Food, Agriculture, and the Environment, Washington, D.C.
- KRACHT, U. 1995. «Short- and Long-Term Food Security. Economies et sociétés 22 (3-4): 67-75.
- KUZNETS, S. 1964. «Economic Growth and the Contribution of Agriculture» in Eicher, C.K. and L.W. Witt (eds.) Agriculture in Economic Development, McGrawHill, New-York.
- LEWIS, A. 1954. «Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. Manchester School 22: 139-191.
- MALASSIS, L.; GHERSI, G. 1996. Economie agro-alimentaire. Cujas, Paris.
- MARTIN, F. 1994. Politiques d'ajustement et de développement agro-alimentaires. Module de formation en planification agro-alimentaire, Unité 5, Département d'économie rurale, Université Laval et ACIDI, Québec.
- MARTIN, F.; LARIVIÈRE, S.; STAATZ, J. M. 1995. «Success Stories of Adjustment: Results and Lessons from Africa and Latin America» in Agricultural Competitiveness: Market Forces and Policy Choice. Proceedings of the Twenty-Second International Conference of Agricultural Economists held in Harare, Zimbabwe, 22-29 August 1994, Dartmouth, Hants, Angleterre.
- MAXWELL, S.; FRANKENBERGER, T.R. 1992. Household Food Security: Concepts, Indicators, Measurements. A Technical Review. UNICEF, New-York et IFAD, Rome.
- MAXWELL, S. 1992. Food Security: A Post-Modern Perspective. IDS Working Paper 9, University of Sussex, Angleterre.
- MELLOR, J.W. 1973. «Accelerated Growth in Agricultural Production and the Intersectoral Transfer of Resources» Economic Development and Cultural Change 22(1) :1-16.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES. 1995. Base de données démographiques. New-York.

- PINSTRUP-ANDERSEN, P.; R. PANDYA-LORCH, R. 1995. «The Supply Side of Global Food Security». *Economies et sociétés* 22 (3-4): 17-36.
- RAYMOND, G. 1990. «Le rôle de la culture cotonnière dans l'alimentation en Afrique francophone de l'Ouest et du Centre». Communication au 19ième séminaire européen des économistes agricoles sur le thème Producteurs et consommateurs face aux politiques agricoles et alimentaires en Afrique tenu du 29 mai - 2 juin 1989 à Montpellier, Agropolis /CIHEAM/ INRA - ESR, Montpellier.
- RAYMOND, G.; FOK, M. 1995. «Relations ente coton et vivriers en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le coton affame les populations? Une fausse affirmation». *Economie et Sociétés* 22(3-4): 221-34.
- REUTLINGER, S. 1977. *Food Insecurity: Magnitude and Remedies*. Staff Working Paper 267, Banque mondiale, Washington, D.C.
- SARRIS, A. 1992. «La faim colle à la pauvreté». *Courrier de la planète* 4: 30-31.
- SECKLER, D. 1993. (ed.) «Agricultural Transformation in Africa». Proceedings of the Seminar on Agricultural Transformation in Africa held in Baltimore, Maryland, May 27-29, 1992, Winrock International Institute for Agricultural Development, Arlington.
- STAATZ, J.M., JAYNE T.S.; TSCHIRLEY D.; SHAFFER, J.D.; OEHMKE, J.; WEBER, M.T. 1993. «Restructuring Food Systems to Support a Tansformation of Agriculture in Sub-Saharan Africa: Experience and Issues». AAEA Pre-Conference Workshop on Post-Green Revolution Agricultural Development Strategies in the Third World. What Next? Orlando, Florida, July 30-31.
- TIMMER, C.P. 1990. «The Agricultural Transformation» in Chenery, H. and T. N. Srinivassan (eds.) *The Handbook of Development Economics Vol. 1*. Elsevier Science Publisher BV, Amsterdam.
- VALDÉS, A.; SIAMWALLA, A. 1981. *Food Security for Developing Countries*. Westview Press, Boulder, Colorado.